

# New Europe College Yearbook 2002-2003



---

MADEEA (SÂSÂNĂ) AXINCIUC  
CAMELIA BECIU  
MIANDA CIOBA  
ALEXANDRA CIOCÂRLIE  
IRINA CULIC  
CRISTIAN GAȘPAR  
VICTOR RIZESCU  
ȘTEFAN VIANU  
LIVIU VOINEA

---

Editor: Irina Vainovski-Mihai

Copyright © 2005 – New Europe College

ISSN 1584-0298

NEW EUROPE COLLEGE

Str. Plantelor 21

023971 Bucharest

Romania

Tel. (+40-21) 327.00.35, Fax (+40-21) 327.07.74

E-mail: [nec@nec.ro](mailto:nec@nec.ro)



## CAMELIA BECIU

Née en 1968, à Bucarest

Doctorat en sociologie, Université de Bucarest, Faculté de Sociologie

Thèse: *Approche discursive de la sphère électorale.*

*Les présidentielles de 1996 en Roumanie*

Chercheur-enseignant, Institut de Sociologie de l'Académie Roumaine

(Laboratoire « *Sociologie de la communication* »)

Maître de conférence associé, Université de Bucarest.

Stage de recherche, Maison de Science de l'Homme, Paris, 2004

Stage de recherche, Laboratoire « Communication et politique »,

C.N.R.S, Paris, 2002

Stage de recherche, Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques,

C.N.R.S-EHESS, 1996, 1997

### Livres

*La communication politique*, Ed. SNSPA, Bucarest, 2002

*La politique discursive. Pratiques politiques dans une campagne électorale*,

Ed. Polirom, Iași, 2000

Articles et études parus en Roumanie, France et Italie  
Participations aux projets de recherche

# L'INFLUENCE DE LA PROBLÉMATIQUE EUROPÉENNE SUR LA SENSIBILITÉ POLITIQUE DES ÉLECTEURS INDÉCIS

## 1. Objectifs et éléments d'hypothèses

Comment justifier une étude qui a comme but d'analyser l'influence du discours européen sur les électeurs indécis? Serait-elle pertinente une telle étude étant donnée que tous les sondages déroulés au moins pendant les deux dernières années indiquent que l'intégration à l'UE et à l'OTAN sont approuvés par la majorité des Roumains?<sup>1</sup> De plus, selon les sondages, le thème européen n'est pas toujours mentionné parmi les priorités des Roumains<sup>2</sup>. Deux hypothèses ont guidé notre recherche.

La première rend compte de certaines constatations préélectorales.

a) Depuis 2000, le thème européen fait l'objet d'une médiatisation intense, figurant au cœur de la communication politique actuelle.

b) Le discours (médiatique) sur l'Europe contribue de plus en plus à la construction identitaire des institutions publiques en Roumanie.

c) Le thème européen, y compris l'intégration à l'OTAN, s'appuie déjà sur des événements à forte « vitalité narrative » (Mercier, 2003), tels: l'invitation adressée à la Roumanie en novembre 2000 d'adhérer à l'OTAN, la visite de George W. Bush à Bucarest en novembre 2000 et la déclaration des officiels de l'UE selon laquelle la Roumanie deviendra membre de l'UE le plus probable en 2007 (dès lors, l'année 2007 acquiert une forte dimension symbolique).

Partant de ces éléments, nous formulons l'hypothèse que le thème de l'intégration européen bien qu'il ne constitue pas une priorité immédiate pour les électeurs, engendrera des critères d'évaluation de la classe politique. En d'autres termes, l'intégration européenne pourrait « cadrer » l'agenda électoral, tout en fournissant aux électeurs des critères d'évaluation.

La deuxième hypothèse porte sur le discours identitaire même. Ce type de discours fournit une explication « du présent historique » par rapport à un ensemble d'attachements (sociaux, politiques, institutionnels, culturels, minoritaires etc.). D'où, le clivage essentiel entre « nous » et « les autres » et les différentes manières plus ou moins délibératives, ee, politisées, de traiter cette opposition. Pour le sociologue, les « avantages » épistémiques de ce discours sont multiples.

En premier lieu, le discours identitaire dégage les croyances, les attitudes et les « positions » de ceux qui en sont les énonciateurs. Il permet aussi le positionnement de l'énonciateur en tant que porte-parole d'une « raisonabilité » attribuée à la collectivité. Autrement dit, les attitudes et les « positions » individuelles sont imbriquées dans des énoncés mobilisant tout un imaginaire social, un espace symbolique commun à un moment donné. C'est donc, plus probable que l'énonciateur exprime par le biais d'un discours identitaire des « positions » et des énoncés « fortes » indiquant une possible sensibilité politique acquise ou en train de se constituer.

L'hypothèse suivante a été formulée: le fait que les électeurs s'expriment sur un thème identitaire, voire l'Europe, constitue une modalité « plus naturelle » pour faire surgir leur *sensibilité politique* - leurs attachements potentiels. A travers ce discours, les électeurs sont stimulés à débattre sur des clivages fondamentaux: démocratie/autoritarisme, universalisme/anti-universalisme, politique interne/politique externe, nationalisme/intégration, compétitivité/protectionnisme etc.

Une année avant les élections de 2004, dans une conjoncture dominée par *le syndrome des électeurs indécis* et après avoir accumuler une tradition en matière de vote négatif et protestataire, il nous a paru pertinent de nous interroger sur la potentielle sensibilité politique de ces électeurs. Mais il fallait trouver aussi une approche au-delà des questionnaires traditionnels afin de relever des motivations et des « logiques sociaux ».

Pour étudier l'influence de la *problématique européenne* sur la sensibilité politique des électeurs indécis (leurs attitudes, motivations et critères de vote), nous présenterons, en premier lieu, des repères empiriques concernant les comportements de vote en Roumanie. Dans un second temps, nous présenterons les grandes lignes du champ théorique et méthodologique sur lequel s'appuie l'étude présente. En fin, nous allons consacrer deux sections aux résultats de la recherche: l'une porte sur les usages médiatique de la parole européenne et l'autre sur les usages des

électeurs sur la question européenne. Chaque section comprend des éléments conclusifs qui seront repris lors d'une « discussion ».

## **2. Les comportements électoraux en Roumanie. Prémisses de recherche**

Le *vote négatif* issu à la fin des élections de 1996 marquait la première alternance démocratique au pouvoir et une structuration plus équilibrée de l'électorat en terme d'option du vote. La Convention Démocratique Roumaine (CDR) gagna les élections suite à un *vote négatif hétérogène*, comprenant un noyau modeste des électeurs « doctrinaires » réunis autour du Parti National Chrétien et Démocrate et des segments bien plus importants des électeurs conjoncturels. Derrière le vote négatif on a identifié une certaine mobilité de l'électorat qui deviendra saillante lors de la campagne électorale déroulée en 2000. En fait, plusieurs évolutions intervenues avant et durant cette campagne électorale préfiguraient la possibilité *d'un vote atypique*.

### *La participation aux urnes*

Par rapport aux élections de 1996, la participation au vote 2000 a connu un déclin notable, 56,52% au premier tour des présidentielles par rapport à 70,45% en 1996.

### *L'évolution des indécis*

En mai 2000, quelques mois avant le début de la campagne électorale, les indécis étaient estimés à 48% et en novembre 2000, une semaine avant le scrutin, les indécis enregistraient 34,7%. (Tableau 1) En 2000, les sondages ont indiqué constamment un pourcentage d'électeurs indécis estimé à plus de 20%.

### *La mobilité des préférences préélectorales*

En mars 2000, Theodor Meleşcanu était placé en tête des sondages avec 20% des options; il obtiendra aux présidentielles seulement 1,91%. En août 2000, Mugur Isărescu était crédité avec 19% des votes aux mêmes présidentielles, mais il finira la campagne avec 9,54%. Par contre, Corneliu Vadim Tudor, le leader nationaliste, connaîtra une montée de 4,7% en 1996 à 12% en octobre 2000, donc, peu avant la campagne

électorale, achevant le premier tour du scrutin présidentiel avec 28,31% des votes exprimés.

#### *La décision du vote*

37% des électeurs ont décidé leur choix électoral pendant la campagne électorale et le jour même du vot, tandis qu 19% des électeurs ont pris cette décision une année auparavant (exit-poll, Metro Media Transilvania, novembre 2000).

#### *La migration politique*

Surtout après 1996, la migration des hommes politiques d'un parti à l'autre est devenue un phénomène fréquent, comparable à l'émergence des fractions, des fusions et des coalitions politiques pendant les premières années de la transition. Selon une étude réalisée en 2001 par l'association « *Pro-Démocratie* », plus de 20% des maires et responsables locaux avaient émigré pour des raisons plutôt opportunistes qu'idéologiques, suite aux résultats obtenus par les partis en cause aux élections locaux et parlementaires<sup>3</sup>. Le 27 août 2003, une année avant la campagne électorale de 2004, l'opposition parlementaire comprenant Le Parti National Libéral, le Parti Démocrate et le Parti « *România Mare* » propose sur l'initiative du Parti Démocrate une révision constitutionnelle qui stipule que « les parlementaires qui passent d'un parti à l'autre vont perdre leur mandat ». La majorité parlementaire représentée par le Parti Social Démocrate a réussi à empêcher l'adoption de cet amendement.

#### *Une rhétorique populiste*

Depuis 1990, le débat électoral s'est plutôt focalisé sur les qualités éthiques du candidat à la présidence. Ces qualités ont été valorisées comme des performances exceptionnelles liées à la volonté de l'homme politique. Le populisme accumulé lors des dix années de transition est devenu évident à l'occasion des élections de 2000 quand la rhétorique électorale s'est réduite essentiellement à deux registres: la voie nationaliste-populiste représentée par C.V.Tudor et celle technocrate cultivée en principal par Mugur Isărescu, Premier ministre à l'époque et par Theodor Stolojan, ancien Premier ministre. Mais le modèle technocrate ne trouvera pas son créneau dans un espace en déséquilibre, s'articulant entre une gauche relativement stable et une variété de formations politiques peu compétitives.



*Les affiliations politiques*

Selon le Baromètre d'Opinion Publique (BOP) déroulé en novembre 2000, 42% des électeurs n'ont pas pu s'autopositionner sur une échelle comprenant des orientations politiques. 5% des électeurs seulement se sont déclarés nationalistes, pourtant le parti « România Mare » recueillera 21% des électeurs. En fait, la campagne électorale de 1996 et surtout celle de 2000 ont mis en évidence le poids réduit du vote à base d'attachement politique.

*La sensibilité à l'information médiatique*

Au moins deux contraintes ont filtré l'influence des médias sur la sensibilité politique de l'électorat. La première c'est la diversification de l'espace télévisuel intervenue à peine en 1996, suite à l'émergence des chaînes privées. La deuxième contrainte porte sur la précarité de la communication électorale. Depuis 1990, la médiatisation télévisuelle lors des campagnes électorales n'a pas engendré une communication délibérative, mais, au contraire, une communication de type « monologale ». Cette *parole égalitariste, mais non-délibérative*, s'est instituée comme une condition favorisante pour la rhétorique nationaliste (Beciu, 2002).

\*\*\*

Trois ans après les élections de 2000, le pourcentage cumulé des électeurs indécis sur le vote parlementaire et qui ne voteraient pas se maintient élevé, enregistrant en 2003 (janvier-mai) environ 38% (Tableau 1). En mai 2003, le BOP estimait les indécis sur le vote présidentiel à 42 % (pourcentage retenu du total des options exprimées), les non-votants à 10% et les non-réponses étaient de 3%.

Ces pourcentages n'indiquent pas forcément l'hésitation d'un « électeur raisonnable », très politisé en termes d'information politique et fort disponible à «(re)calculer » constamment son choix électoral. C'est plutôt probable qu'on retrouve parmi ces indécis le prototype de l'électeur contestataire « pur et dur ». Selon Mayer et Perrineau (1992), la mobilité qui ne surgit pas au sein de la gauche ou de la droite risque de toucher un segment social plus jeune, exposé au chômage, peu intéressé par la politique et tenté par l'extrémisme ou par une sorte de contestation fondamentaliste<sup>4</sup>. Selon les mêmes auteurs, ce segment couvre parfois les « faux centristes » ou les « ninivites » (ni de gauche, ni de droite), des électeurs « exaspérés » ayant des frustrations profondes et qui sont à la

quête « *d'un candidat hors normes* », capable « de bouleverser » les mœurs politiques, d'où leur vote protestataire pour les extrémistes<sup>5</sup>.

Rappelons dans ce contexte que lors de la période post-électorale 2000-2003, le leader nationaliste C.V. Tudor a enregistré constamment dans les sondages un pourcentage variant entre 16% et 19% des options de vote exprimées. L'analyse statistique des données (selon le BOP, mai 2003) indique un certain profil des électeurs indécis (43%) en ce qui concerne le vote donné aux partis – un profil plutôt favorable à des *évolutions étatistes*.

Un pourcentage écrasant des indécis affirme que l'Etat doit assurer plein emploi pour tous ceux qui souhaitent travailler (91,6%), tandis que 84,3% des répondants pensent que l'Etat devrait assumer plus de responsabilité afin d'assurer la prospérité de chaque citoyen. (Tableau 2 et 3) 54,3% des indécis considèrent qu'il n'y a aucun parti capable à les représenter ou à défendre leurs intérêts. Seulement 19,3% ont répondu affirmativement à cette question. (Tableau 4) Enfin, le décalage n'est pas grand entre le pourcentage de ceux qui déclarent ne pas avoir confiance dans le leader nationaliste Corneliu Vadim Tudor (44,1%) et le pourcentage cumulé de ceux qui expriment leur confiance à différents degrés (42,7%). (Tableau 5) Précisons que les indécis sont localisés surtout dans le milieu urbain (55,2%), bien que le pourcentage des habitants de la zone rurale ne soit pas négligeable (44,8%) et que l'âge prépondérant (37,2%) est celui compris entre 35 et 54 ans.

Les mêmes orientations étatistes ont été constatées auprès des électeurs (68%) qui se sont montrés favorables à l'intégration européenne. (Tableau 6) 20,6% de ces électeurs se déclarent avoir confiance dans le leader nationaliste C.V. Tudor (pourcentage cumulé). Il ressort que l'intégration européenne en tant que thème consensuel engendre le soutien d'un électorat très diversifié en termes d'attitudes et motivations de vote, y compris, étatistes-autoritaires.

A part ces facteurs, il reste une question ouverte: est-ce que les principaux partis de l'opposition tenteront de finaliser un processus de construction identitaire sur un fondement plus programmatique ou est-ce qu'ils vont préférer la solution des alliances ou des unions conjoncturelles, susceptible de ressusciter le vote négatif? Diverses études confirment que les électeurs considèrent la distinction droite/gauche peu éclairante, mais ils continuent tout de même d'utiliser les axes « droite/gauche » comme un « *mode de reconnaissance élémentaire* » (Perrineau, Mayer, *op. cit.*).

Les éléments des contextes inventoriés dégagent deux prémisses de recherche.

La première met en évidence l'existence d'un potentiel de mobilité électorale qui s'est maintenu entre la campagne de 2000 et celle de 2004. En termes d'analyse, cette conjoncture préélectorale justifie l'application des modèles socio-cognitifs focalisés sur la sensibilité des électeurs à la conjoncture, notamment aux offres des hommes politiques et à la médiatisation.

La deuxième prémisse dérivée de la précédente et qu'on avance à titre hypothétique porte sur la dynamique des attitudes des électeurs indécis. On se demande si l'influence de la conjoncture par l'intermède des offres, de la médiatisation et de tout autre événement susceptible de distribuer *l'attention publique* ne va pas s'exercer sur un électorat ayant des intérêts plus clairement configurés, y compris, une sensibilité politique plus évidente. En d'autres termes, on pose la question si cet électorat en apparence mobile n'a pas en fait acquis une *sensibilité politique* susceptible d'être *convertie* par les biais de la *conjoncture* en « *préférences éclairées* » ?

### **3. Modèles explicatifs des comportements politiques**

La sociologie des comportements électoraux privilégie, d'une part *les profils* de la population participante à une activité politique et d'autre part, *les processus cognitifs* et *le type de rationalité* qui génère la décision de vote. On identifie donc, une tendance de recherche qui s'intéresse aux *régularités* du comportement électoral et une autre qui porte sur *les processus de changements* intervenus dans le comportement politique. La première tendance (sociologiste) insiste sur le comportement politique des *acteurs collectifs* tandis que l'autre tendance (socio-cognitive) met en évidence les mécanismes de vote aux niveaux des *acteurs individuels*, placés dans des groupes expérimentaux exposés aux différents « stimuli ».

Côté méthode, les analyses sociologistes recourent notamment à des enquêtes (panels, enquêtes par sondages, enquêtes dites « sortie des urnes » etc.) auprès des populations concernées, ayant comme but l'établissement des corrélations statistiques entre comportements et les diverses caractéristiques socio-démographiques.

Par contre, l'approche cognitive s'appuie notamment sur des méthodologies expérimentales et qualitatives, sans négliger toutefois les enquêtes. Chacune de ces deux tendances reflète certaines traditions sociologiques concernant la tension entre contrainte structurelle et motivation individuelle, entre individu et groupe, entre l'agir stratégique et symbolique, entre normes et usages etc.

#### *L'électeur « captif »*

Les analyses sociologistes ou écologiques, selon la formule de Braud (1998), ont consacré l'image de *l'électeur captif ou loyal* par rapport à son milieu social.

Au-delà de certains éléments différenciateurs, les deux versions de ce modèle constituées autour de l'École de Columbia et de l'École de Michigan relèvent du même principe explicatif<sup>6</sup>. Les électeurs « captifs » ne sont pas déstabilisés par des éléments de conjoncture tels les événements électoraux, y compris la médiatisation. La situation électorale ne convertit pas ces électeurs qui restent loyaux à leur « histoire de vie » et en conséquence, à certaines *familles politique*.

Ces analyses expliquent les comportements électoraux par des « *variables sociologiques lourdes* » ou « structurales », telles la religion, le milieu professionnel, le revenu etc. Le modèle tente ainsi de dégager *les constantes* du comportement électoral. Ces analyses facilitent, par exemple, la mise au jour des grands changements intervenus au niveau des valeurs traditionnelles par renouvellement des générations (Boy, Mayer, 1997). Elles peuvent aussi révéler la variabilité des dissonances entre conformité idéologiques individuelle et positionnement des candidats selon « le temps » politique, c'est à dire, à travers plusieurs campagnes électorales (Jaffré, Muxel, 1997). Ce type de raisonnement n'aboutit donc pas aux motivations du comportement électoral, mais aux profils des classes des électeurs. Il s'agit d'un outil de recherche complémentaire aux analyses motivationnelles du comportement électoral dont on parlera ci-dessous.

#### *L'électeur sensible à la conjoncture*

Les approches sociologistes répondent à la question: *qui sont les électeurs qui ont voté pour tel ou tel candidat?* Par contre, les études qui tentent d'expliquer le vote en terme de motivations sont des approches socio-cognitives qui s'intéressent au *raisonnement décisionnel* de

l'électeur. Les recherches de ce type traitent le comportement électoral en termes de choix individuel filtré par les cognitions de l'électeur, par ses émotions, ses représentations et ses attitudes mobilisées par rapport au milieu politique.

A l'opposé des analyses sociologistes, les explications cognitives se focalisent plutôt sur le comportement électoral mobile ou volatile. Selon la thèse principale, les électeurs indécis, donc, les potentiels volatiles, mais pas uniquement eux, font preuve d'une « *sensibilité à la conjoncture – « une séquence ou toute circonstance immédiate, tout fait, geste et discours à portée électorale ou non, de nature politique ou non, est susceptible d'être diffusée par les moyens d'information, de retenir l'attention du public et ainsi de contribuer à l'élaboration de la décision du vote* » (Gerstlé, 1996, p.733). Il ressort que ces électeurs prennent une décision sur leur vote pendant l'année électorale ou lors de la campagne électorale même, suite à l'influence qu'exerce sur eux l'offre des candidats, la médiatisation, les sondages et des événements non-politiques qui ne sont pas directement liés au champ électoral etc. Il convient aussi de préciser que cette thèse révèle de la *sociologie du sujet* articulée autour de l'individualisme méthodologique ou des approches constructivistes.

C'est dans ce cadre que les analyses socio-cognitives ont développé le profil de l'électeur *autonome* qui construit son vote stratégiquement selon un raisonnement plus ou moins calculatrice, en tout cas, *moins idéologique et plus pragmatique, plus expressif* en termes d'intérêts, d'enjeux, d'émotions et d'affectivité.

Mais au-delà des courantes épistémologiques, c'est aussi une réalité politique et économique particulière, une culture, les valeurs et les mœurs des sociétés dites « post-industrielles » qui ont légitimé les approches socio-cognitives du phénomène électoral. Pleines évolutions accompagnent l'émergence de cet électeur autonome: le déclin des électeurs partisans, l'accroissement de la mobilité professionnelle, l'avènement de l'espace public global par l'internationalisation de la communication et par l'explosion de l'Internet, mais aussi la fragmentation de l'espace public en « sphéricules » et « niches locales » (Entman; Bennett, 2001; ee aussi, Price, 1995). Il en résulte une polarisation entière entre la « conscience cosmopolitique » (Habermas, 2000) et le « néo-tribalisme » (Dahlgren, 2001). Dans ce contexte, la volatilité croissante dans les démocraties occidentales rend compte d'une certaine érosion des « variables lourdes », telles la religion, la classe, le modèle

parental ou le clivage gauche/droit. Le vote des électeurs s'appuierait sur des *critères plus conjoncturels* et sur une « *socialisation politique permanente* » (Mayer, Perrineau, op.cit.), d'où, un comportement électoral bien *plus individualisé* (Dogan, 1995).

Il ressort aussi un comportement bien plus autonome des électeurs qui ont déjà acquit des attitudes politiques stables. Ces électeurs sont amenés par le biais de la médiatisation à retrouver leurs attitudes initiales, pour les activer d'abord, comme « *préférences éclairées* » (Gelman, King, 1993) et en suite, comme choix électoral (voir aussi, Gerstlé, op.cit).

Les modèles socio-cognitifs se distinguent en fonction du *type de rationalité* attribué à l'électeur, voire, les mécanismes qui déclenchent chez l'électeur une activité de choix optimal. Les versions « *radicales* » (Himmelweit, 1981) inspirées par la théorie du choix rationnel formulée par Downs en 1957 et par des recherches sur la socialisation (politique) consacrent le profil de *l'électeur omniscient*, capable de hiérarchiser les alternatives et choisir celle qui lui procure des bénéfices maximaux aux coûts les plus réduits. Les versions « *cognitivistes* » (H. Simon, 1989; Lupia, McCubbins, Popkin, 2000) utilisent la théorie de la rationalité limitée afin de stipuler que les acteurs sociaux parviennent à des décisions rationnelles par des *raisonnements heuristiques*. Ils se prêtent donc, à la simplification du choix vue de leurs motivations et des informations disponibles. Par conséquent, une « *décision rationnelle* » n'implique pas forcément un individu « *compétent* » possédant un savoir « *complexe* » et « *complet* » sur un certain sujet. Il suffit d'avoir des *motivations* et des *informations incomplètes* afin d'engendrer une décision rationnelle.

Cette affirmation de base sera reprise afin de stipuler que la rationalité limitée serait, en fait, instituée par des *limites internes* (les caractéristiques neuronales et affectives) et *contextuelles* telles, les institutions (Sniderman, 2000), les normes sociales, le climat d'esprit collectif ("*public mood*", Rahn, 2000) ou les médias (Iyengar, 1991; Iyengar, Valentino, 2000)<sup>7</sup>. A ce point il faudrait préciser que les approches cognitives « *classiques* » n'avaient pas considéré l'affectivité comme un component de la rationalité. En fait, les émotions étaient appréhendées comme des facteurs perturbateurs pour ce qui vaut la rationalité (Graber, 2001). La littérature cognitive actuelle insiste sur le rôle que l'affectivité joue dans l'activité de raisonnement<sup>8</sup>.

Les recherches sur les comportements politiques ont intégré ces considérations « *techniques* » dans des explications qui portent, d'une part, sur un problème plus général comme le rapport *choix politique/*

*savoir/compétence du citoyen* et d'autre part, sur le processus décisionnel des électeurs dits volatiles.

Les modèles socio-cognitifs ont rompu le mythe de l'électeur «compétent», une sorte de citoyen idéal, intéressé par la politique et capable de générer ce choix optimal qui satisfaisait non seulement ses intérêts personnels mais aussi les enjeux de sa communauté. Elles ont aussi corrigé les commentaires pessimistes des auteurs américains sur la «malaise» de la participation politique propre au citoyen apathique politiquement et caractérisé par un «IQ civique» fortement réduit (Watt, 1996; Graber, *op. cit.*). Au-delà de ces acquis, la vision cognitiviste, bien plus neutre et moins idéologique par rapport à l'électeur, devrait être acceptée avec les précautions de rigueur.

Un premier point de l'interprétation porte sur le rôle de l'activité heuristique même. Est-ce qu'il serait suffisant d'appréhender la rationalité politique uniquement comme capacité cognitive – l'aptitude de formuler «des décisions rationnelles, c'est à dire, des décisions générées par des motivations, n'importe quelles soient les motivations»? (Lupia, McCubbins, Popkin, *op. cit.*, p. 9) Certains auteurs proches du cognitivisme comme Kuklinski et Quirk (2000) soulignent que les électeurs arrivent à de «bonnes décisions rationnelles» à deux conditions: s'ils possèdent un savoir à long terme sur les acteurs sociaux et les phénomènes qui font l'objet d'un choix; si les institutions fonctionnent fondées sur la compétence professionnelle. A part cet univers «favorisant», le recours à l'heuristique peut générer des simplifications nourries par des préjugées et par des informations douteuses ou insinuanes. Il devient donc, difficile de ne pas raisonner en termes de «bonne décision» ou «raisonnable» autant pour l'individu que pour le groupe ou la société. Mais à ce point, le cercle vicieux s'élargit encore si on pose des questions sur les instances qui établissent les critères d'une bonne décision ou sur le niveau du savoir nécessaire afin d'arriver à une décision désirable.

En premier lieu, la définition «dure» de la rationalité politique en terme de décisions motivationnelles, «n'importe quelles soient ces motivations», rend compte du fait que la rationalité serait une aptitude propre à toutes les catégories des électeurs, y compris, ceux qui hésitent plus par rapport à leur choix électoral. Mayer et Perrineau (*op.cit.*) soulignent fort pertinemment que les électeurs partisans, par exemple, ne peuvent pas être catalogués comme «irrationnels». Cette définition présente donc, un avantage méthodologique dans le sens où elle admet que tout électeur, y compris l'électeur extrémiste «a ses raisons». Mais

ce fait n'exclue pas que les électeurs aboutissent à des décisions rationnelles, mais peu désirables pour une démocratie ou simplement, non fonctionnelles. Il n'est pas exclu non plus que des électeurs ayant un capital culturel élevé fasse des choix « indésirables » (un vote extrémiste, par exemple). En même temps, la probabilité des décisions « inadéquates » accroît selon la qualité peu professionnelle et démocratique de « l'environnement » politique et médiatique.

En deuxième lieu, il ne faudrait pas absolutiser la disponibilité de l'électeur vers la mobilité électorale, dans le sens d'un électeur « sans passé » et totalement soumis à la conjoncture. Holbrook (1996) souligne en ce sens que la *sensibilité à la conjoncture* et notamment à la médiatisation ne va pas de soi, elle serait filtrée par tout un cadre de positionnements politiques (le pourcentage des indécis, le capital électoral assigné à chaque candidat, l'humeur par rapport à l'état de l'économie etc.) et nourrie aussi par des conditions accumulées.

De même, la volatilité n'implique pas forcément un électeur très intéressé par la politique et ayant une culture politique complexe qui lui permettrait d'agir en « compétent »; elle ne caractérise non plus uniquement les dits électeurs « déconnectés » du politique. La volatilité couvre souvent des incertitudes accumulées en fonction des choix politiques faits.

#### **4. Concepts et méthode**

L'étude ci-présente ne cherche pas d'établir l'importance attribuée par les électeurs à l'intégration européenne en tant que thème identitaire assez fortement médiatisé. Il ne s'agit donc pas d'une recherche de type *agenda-setting*, étant donné que d'une part, les sondages indiquent un climat d'opinion positif et consensuel sur ce thème et d'autre part, l'agenda des électeurs inclue des thèmes perçus plus urgents tels, l'état de l'économie, le taux de la pauvreté ou la corruption. Par contre, l'étude propose une application du concept « *agenda d'attributs* » qui se trouve au cœur des analyses socio-cognitives en matière de comportement électoral (Iyengar, *op. cit.*; Charron, 1995). Selon cette perspective, pour les électeurs, le thème de l'intégration européenne ne constituerait pas une priorité. En même temps, c'est un thème qui sert comme contexte de débat pour d'autres thèmes plus particuliers et apparemment plus pressants. Côté médiatisation, il ressort que l'intégration européenne



pourrait devenir un des thèmes de cadrage fournissant des « attributs » d'évaluation des thèmes figurant sur l'« agenda » électoral. Côté électeurs, le même thème pourrait « cadrer » des attitudes et prises de positions ainsi qu'une entière « acceptabilité sociale » qu'elles partageraient par rapport au monde politique.

La recherche a été structurée sur deux volets.

Le premier volet à caractère plutôt introductif porte sur les usages médiatiques de la parole européenne. On a utilisé une étude qualitative mettant en évidence des traits socio-langagières du discours télévisuel roumain sur l'Europe. La méthodologie de recherche prévoit une *analyse des dispositifs* médiatiques consacrés à la parole européenne. On recompose donc, les contraintes situationnelles, les normes et les grands « pactes communicatifs » aussi que les stratégies discursives indiquant « les grandes régularités d'une émission » sur l'Europe, voire le projet de parole médiatique. (Nel, 1991 ; Lochard, Soulages, 1998 ; Charaudeau, 1998) Le corpus comprend des débats télévisuels sur l'Europe qui correspondent à certaines périodes de médiatisation<sup>9</sup>. Ces produits de débat ont été reconstitués selon les suivants descripteurs: le *type de savoir public* engendré notamment par l'orientation thématique et par les énoncés d'acceptabilité, *la gestion de la parole* à travers les règles ritualisées d'interaction et *l'accès à l'espace public* vu les identités institutionnelles des protagonistes (voir aussi, Scannell, 1998).

Le deuxième volet de la recherche suppose une approche du thème européen à travers les représentations discursives des électeurs ayant déjà acquis une certaine mobilité électorale. Un corpus d'entretiens de type focus-group rend compte de *la manière dont les participants aboutissent à certaines attitudes, motivations et critères de vote par le biais du discours sur l'intégration européenne*<sup>10</sup>. Nous nous sommes intéressés à deux catégories d'énoncés: premièrement, des énoncés indiquant des attitudes et des opinions assumées par les intervenants ; la deuxième catégorie comprend des énoncés posés comme « acceptables » ou « raisonnables » par les intervenants, c'est-à-dire, soit des énoncés auxquels on y adhère bien qu'on puisse avoir certaines réserves, soit des énoncés « impersonnels » auxquels on y adhère en tant que membre d'une communauté. Parmi les descripteurs des énoncés dits « d'acceptabilité » nous avons retenu des marques énonciatives (l'attribution à un tiers d'autorité, à un « nous identitaire » et l'énonciation « discriminative » de type « x ...bien que ») aussi que des marques cognitives indiquant des

affirmations et un entier imaginaire social partagé par une communauté à un certain moment donné<sup>11</sup>.

Deux raisons nous ont guidés à retenir les énoncés « d'acceptabilité » utilisés par les participants au focus-group. En premier lieu, les électeurs indécis ou ayant un faible attachement politique utilisent comme critère d'évaluation électorale le caractère raisonnable ou acceptable des énoncés du candidat (Anderson, 1996). Pour ces électeurs, il s'agit d'adhérer à certains énoncés électoraux tout en admettant que les énoncés en cause ne sont pas complètement « fiables ». Cet acte d'adhésion « contre cœur » peut générer des comportements de vote plus ou moins protestataires (vote sanction, vote négatif, absentéisme etc.). Enfin, partant des énoncés d'acceptabilité nous avons comparé le discours sur l'Europe des électeurs indécis et le même discours provenant de la classe médiatique.

Ces deux volets de recherche sont complémentaires. D'une part, le discours médiatique sur l'Europe est un élément de conjoncture (pré)électorale susceptible à fournir les « attributs » des futures thèmes « à poids électoral ». D'autre part, s'exprimer sur l'Europe en tant qu'électeur sensible à la conjoncture implique des « raisonnements » plutôt généralisants susceptibles d'indiquer des attitudes et des motivations politiques, voire, un potentiel attachement politique. Finalement, il s'agit aussi de confronter les discours identitaires engendrés par deux logiques sociales, celle médiatique et celle de l'électeur.

## **5. Usages médiatiques de la parole européenne**

En tant que ressource discursive, la parole européenne est réalisée comme une *activité socio-politique* supposée être initiée par des acteurs ayant des identités et des enjeux spécifiques et provenant des communautés culturelles diverses. En réalité, le jargon européen s'institue comme une activité qui sur-réglemente les affirmations décisionnelles tout en assurant ainsi l'interface de la communication politique actuelle. Il ressort un clivage presque inévitable entre l'institutionnel et l'expérience quotidienne. La parole européenne implique donc, un type de discours dont les effets *d'authenticité institutionnelle* sont constitutifs. D'où, la nécessité de maîtriser cette forte dimension institutionnelle du discours européen afin de ne pas aboutir au « *déficit démocratique et*

*informationnel* » saisi par Mouchon (2003) ou au « *chauvinisme de l'information* » (Bognoux, 2002).

En termes de projet de communication publique, l'eupéanisme exige la réponse à des questions telles que: comment désinstitutionnaliser la variété de discours européens (à portée identitaire, administratif et national) afin d'acquérir aussi une *authenticité non-institutionnelle*? Selon quels régimes de communication, la parole européenne peut-elle assimiler, d'une manière syncrétique, le (trans)national, l'identitaire et l'administratif, afin de diminuer le monopole du discours administratif et d'incorporer l'espace de la quotidienneté?

*a. Discours européen sans Europe: l'authenticité fictionnelle*

En Roumanie, l'approche médiatique du discours européen en termes communautaires est de date assez récente. C'est depuis 2000 notamment que le processus de négociations avec les institutions européennes s'est intensifié. Jusqu'à ce moment-là, le thème européen était exploité soit dans un registre symbolique propre aux premières années qui ont suivi la chute du communisme et l'émergence du pluralisme télévisuel en 1996, soit d'une manière électorale. L'Europe en tant que symbole culturel et espace de civilisation co-existait avec l'Europe-slogan politique. Le discours européen parasitait ainsi à l'intérieur des discours identitaires produits par la classe médiatique et politique.

En termes de débats télévisuels, cette étape-ci correspond à un espace «boulémique» de conversation politique « illimitée » en termes d'antenne. Dans cette période de structuration de la classe médiatique et de la parole politique de débat, les références à l'Europe envoyaient à un sorte de discours désinstitutionnalisé dans le sens où la parole européenne ne s'appuyait pas sur le discours « autorisé » ou « authentique » associé à l'UE, mais plutôt sur une entière mythologie conversationnelle concernant la signification symbolique de l' « Europe de l'Ouest ».

*b. Le discours européen programmatique : l'authenticité institutionnelle*

Jusqu'en 2000, la communication médiatique sur l'Europe a généré une *médiatisation* plutôt *événementielle* (visites diplomatiques, etc.) à visée électorale. Cette approche médiatique a été progressivement complétée en 2001 par une *médiatisation programmatique*, voire, des dispositifs spécialement conçus afin de débattre sur la problématique européenne. « *Pro-Ouest* », l'émission diffusée sur la chaîne privée Pro-tv

actualise pour la première fois ce type de dispositif. Un entier exercice d'évaluation de type baromètre a été mis en place visant chaque geste ou déclaration d'un leader roumain ou étranger qui s'exprimait sur le processus d'intégration de la Roumanie.

Etant donné que les *identités* socio-médiatiques les plus mobilisés lors de ces débats renvoyaient à la classe politique ou diplomatique et aux divers experts, le discours européen qui en a résulté renvoie à une réflexion institutionnelle destinée en fait, aux élites politiques et à la classe médiatique. Ce type de parole européen a consacré un espace médiatique « clos » dans lequel les décideurs échangeaient un savoir d'expertise, consensuel, extrêmement spécialisé et sophistiqué faisant peu de place à la parole polémique ou à la controverse. D'ailleurs, l'entier dispositif de « *Pro-Ouest* » mobilisait un certain imaginaire sur le discours européen: l'Europe à travers « la haute diplomatie » - une authenticité institutionnelle à l'apparence « ésotérique ».

Ces effets de discours étaient d'autant plus évidents que le modérateur s'exerçait à la *parole testimoniale*, en exploitant différentes *stratégies de crédibilité personnelle* ou recourant à une *énonciation sceptique-condescendante* du « nous » identitaire. Par ce type d'énonciation, le modérateur se positionnait en tant que représentant d'une voix populaire très réservée quant aux chances d'intégration européenne de la Roumanie et à la capacité des Roumains d'accomplir toutes les épreuves demandées par les instances internationales.

Paradoxal, cette forme d'institutionnalisation du discours européen en Roumanie relevait d'un espace public comblé par des dispositifs confessionnels. Par rapport à cet espace public toujours à visée intimiste, le dispositif « hermétique » de « *Pro-Ouest* » figurait presque comme un élément discordant. En fait, après plus d'une année pendant laquelle l'émission « *Pro-Ouest* » connaîtra la consécration en tant que produit géré par la chaîne Pro-tv, le même dispositif deviendra en 2003 l'objet des diverses procédures de désinstitutionnalisation.

### *c. Le discours européen: expertise diplomatique et politisation*

Après les événements de 11 septembre et l'accélération des négociations entre la Roumanie et les institutions internationales, le discours médiatique sur l'Europe connaît des changements en termes de grilles télévisuelles et de typologie des dispositifs. Ces changements sont

issus *d'une sorte de désinstitutionalisation* dont nous soulignons les principales évolutions.

Tout d'abord, la parole européenne disséminée en 2001 notamment à travers les rares dispositifs consacrés spécialement à l'Europe, commence en 2002 à pénétrer les talk-shows politiques, sociaux et même intimistes ( voir, Big Brother )<sup>12</sup>. Il en ressort un certain « élargissement » de l'espace de débat télévisuel qui touche sur *les identités* des participants, *le type de savoir* et *le traitement de la parole*.

Dans cette nouvelle étape, les émissions dédiées spécialement à l'Europe se multiplient et coexistent avec les émissions bien plus populaires de « conversation politique », par exemple, les talk-shows emblématiques pour l'identité symbolique de la chaîne de télévision. Dans ces émissions, les thèmes européens sont mobilisés pour des raisons électorales, comme une stratégie de construction identitaire des politiciens.

Il ne faudrait pas quand même surenchérir les changements intervenus au cours de l'an 2002 dans la parole télévisuelle sur l'Europe. En fait, on constate des mutations modérées, telles: un traitement médiatique plus conversationnel, mais prévisible à l'intérieur des talk-shows; la montée d'un *savoir idéologisé* due aux usages électoraux de la parole européenne et la coexistence de ce type de savoir avec l'expertise diplomatique. Quant à *l'accès à la parole* européenne, la seule mutation notable indique une diversification du milieu politique et diplomatique. Ainsi, le thème européen n'est plus abordé uniquement par des diplomates et des « ex »-dignitaires politiques à statut plutôt symbolique, mais aussi par des leaders politiques « actifs », voire des membres de la hiérarchie gouvernementale et parlementaire.

Au-delà de l'usage électoral, cette « politisation » du discours européen a réactivé le débat sur des événements toujours « controversés » de l'histoire nationale (le maréchal Antonescu et son rôle lors de la deuxième guerre mondiale, le statut de la Bessarabie et de Bucovine, anciens territoires roumains, le problème de « l'Holocauste » en Roumanie etc.)

Paradoxalement, le débat médiatique autour de ces négociations à la fois ponctuelles et techniques ne s'est pas focalisé sur l'agenda « de l'intégration » mais sur des thèmes symboliques mettant en lumière la mémoire collective, les symboles nationaux des Roumains, certains aspects « sensibles » de l'histoire nationale etc.

*d. Le discours européen: la personnalisation du débat publique*

La visite du Président américain à Bucarest en novembre 2002 devait valider symboliquement le fait que la Roumanie était désormais acceptée comme membre probable de l'OTAN et d'autres structures occidentales. Ces deux événements ont dégagé une approche télévisuelle de la parole européenne toujours tributaire à la problématique identitaire et apparemment détachée de l'agenda des négociateurs. Mais les usages discursifs sont différents et indiquent une nouvelle étape dans la désinstitutionalisation du discours européen qui continuera tout au long de l'année 2003.

Dans ce nouveau contexte, la problématique identitaire est appropriée en tant que discours d'*autoanalyse collective* autour du nouveau statut géopolitique acquis par la Roumanie. Toute une réflexivité médiatique sera engendrée par une forte *personnalisation* du savoir public, des interactions et des identités de ceux qui participent aux débats sur l'Europe. Il en a résulté un *savoir public informel* mettant en lumière le climat émotionnel développé autour du nouveau statut de la Roumanie. Journalistes, hommes politiques, experts se sont concentrés sur des questions identitaires telles: est-ce que l'invitation d'adhérer à l'OTAN constitue l'événement le plus important après l'acte de réunification nationale de 1918? Par contre, est-ce que ce n'est pas la chute du communisme en décembre 1989 qui dépasserait en importance tout autre événement, à part l'acte de réunification nationale? Quelle serait la forme la plus désirable pour exprimer la joie des Roumains, l'enthousiasme des grandes fêtes populaires ou la joie discrète vécue en intimité<sup>13</sup>?

Ces questions ont été complétées par des affirmations identitaires, la majorité d'entre elles soulignant que la Roumanie n'était plus un pays à statut marginal et isolé, mais un pays qui sera désormais l'« allié » de l'Etat le plus puissant (les Etats Unis) et le membre probable de l'UE. Autres affirmations identitaires ont mis en évidence un scepticisme collectif concernant la capacité des gouvernants et « des Roumains » d'accomplir toutes les demandes communautaires. Tout un imaginaire collectif sera mobilisé au cœur duquel on retrouve les rituels et les habitudes nationaux susceptibles à bloquer le processus d'adhésion à l'OTAN et d'intégration de la Roumanie dans l'UE.

La personnalisation du débat autour de l'adhésion du pays à l'« OTAN » a structuré *les positionnements* des modérateurs par rapport aux interlocuteurs aussi bien que l'accès des participants aux débats

télévisuels. Les journalistes ont géré les dispositifs de débat d'une manière confessive-émotionnelle, interrogeant les hommes politiques sur leur état affectif au-delà de leurs identités institutionnelles.

*L'accès à l'espace télévisuel* de débat a été sur-réglementé par une certaine typologie de profils. La télévision publique ainsi que les chaînes privées ont privilégié une participation à visée identitaire: les identités régionales, la présence idyllique du paysan et du village roumain, le Roumain « mal informé » mais enthousiaste. Enfin, une constante d'énonciation appropriée par tous les participants et notamment par les journalistes visait le « nous » identitaire indiquant le « corps social » ému, au-delà de son manque de réalisme et de ses inerties apparemment « définitives »<sup>14</sup>.

Ce discours d'autoanalyse collective devient complémentaire en 2003 aux nouveaux dispositifs de débat conçus par les chaînes de télévision peu après « l'événement OTAN ». Il s'agit notamment des émissions de débat consacrées à la *Roumanie exemplaire* par opposition à la *Roumanie pathologique* tributaire à la violence, à la pauvreté, au faits paranormaux ou aux événements « providentiels ». Dans ces nouvelles émissions, les journalistes s'attribuent la mission « de découvrir » des lieux, des gens et des rituels considérés avoir une dimension « européenne ». Ce n'est toujours pas un agenda ponctuel qui suscite les références à l'Europe mais des interrogations identitaires sur le statut socio-culturel d'une Roumanie ayant vécu cinquante ans de communisme<sup>15</sup>.

Les débats liés à l'Europe se sont multipliés pendant la crise d'Irak. Les questions les plus débattues dans ce contexte particulier ont visé le statut politique de la Roumanie après avoir pris la décision de soutenir l'intervention des troupes américaines en Irak. De ce point de vue, le conflit d'Irak n'a pas donné lieu à des clivages internes dans les médias et dans l'opinion publique roumaine. Les modérateurs de débat se sont même interrogés sur le fait que la crise irakienne n'a pas déclenché en Roumanie un courant d'opinion protestataire semblable à celui développé dans les pays occidentaux.

Tout au long de la crise, les enjeux des débats télévisuels ont porté sur l'origine des déclarations occidentales, sur les mots et les nuances cachées qu'elles y contiennent. Le traitement médiatique de ces enjeux a généré un discours d'affirmation identitaire autour de trois questions particulières: les enjeux possibles « des Européens » et « des Américains » concernant la Roumanie; la position marginale de la Roumanie aux yeux

« des Européens »; le statut d'un pays (comme la Roumanie) qui devrait agir « entre » deux espaces géopolitiques tout en ayant un « statut secondaire » pour les « Européens » ainsi que pour les « Américains ». Afin de répondre à ces questions, la majorité des intervenants et notamment les modérateurs ont recouru à des « énonces d'acceptabilité » renvoyant à l'histoire des Roumains, à leurs traumatismes et sensibilités le plus probablement incompréhensibles pour « les occidentaux »<sup>16</sup>.

Il faudrait retenir tout de même, *qu'en termes de savoir public*, à cette époque le discours médiatique sur l'Europe s'est distingué par un élément nouveau: une approche de l'Europe et des Etats Unis en tant qu'acteurs politiques ayant leurs propres enjeux. Autrement dit, le raisonnement identitaire de type « *qui est à présent l'Europe politique par rapport à « nous », les Roumains? qui sont les Etats Unis?* » a été projeté sur l'agir des occidentaux selon une vision plutôt politique que socio-culturelle<sup>17</sup>. Cette évolution pourrait marquer l'émergence d'une vision plus opérationnelle de l'Europe politique, plus focalisée sur l'actualité décisionnelle et donc, sur une problématique publique.

Pendant la crise irakienne, *l'accès aux débats télévisuels* a paru même plus restreint qu'auparavant. Un possible explication renvoie aux pratiques journalistiques mêmes. Nous avons déjà précisé que l'opinion publique roumaine ne s'est pas divisée par rapport à l'intervention militaire en Irak. En conséquence, les journalistes ont dû construire l'existence d'une potentielle opinion scindée afin de générer le nécessaire « duel » médiatique plus ou moins délibératif. Ils ont fait appel aux déclarations des personnalités reconnues pour leur « idéologies » opposées, l'une anti-américaine et l'autre « mondialiste ».

L'« absence » des hommes politiques à hautes responsabilités gouvernementales a constitué un autre symptôme de cet espace de parole. En fait, la présence des conseillers ou des experts gouvernementaux a remplacé la participation assez diminuée de la classe politique. La construction médiatique du public s'est appuyée prioritairement sur les « énoncés d'acceptabilité » des journalistes et des participants indiquant les sensibilités et les attitudes « des Roumains »<sup>18</sup>.

En guise de conclusions provisoires, nous revenons sur les évolutions saillantes visant la parole télévisuelle sur l'Europe en termes de savoir public, accès et interactions ritualisées à l'intérieur des dispositifs des débats. Nous rappelons que l'analyse ci présente se focalise sur la période durant laquelle la Roumanie est parvenue à un statut plus opérationnel en terme d'adhésion à l'UE et à l'OTAN. D'abord, on constate qu'après



2000 jusqu'à présent, la parole de débat sur le processus d'intégration européenne a connu une évolution dichotomique, partant *d'une parole fortement institutionnalisée*, tributaire à la sociabilité diplomatique pour s'instituer ensuite, comme *une parole excessivement personnalisée* relevant d'une sociabilité identitaire.

Le passage entre ces deux pôles communicationnels n'a pas inclut une approche des thèmes européens en tant que *problèmes publics* engendrant diverses figures de la citoyenneté. Il y a eu un passage sans transition d'une vision diplomatique de la construction européenne vers une vision mythologique centrée sur les traits identitaires des Roumains. En conséquence, les représentations médiatiques de l'Europe communautaire se sont elles-mêmes accumulées autour de deux dimensions: en premier lieu, il s'agit de l'Europe communautaire, un espace de pouvoir sélectif et donc, restreint (« *le club des plus puissants* », « *l'ensemble des pays civilisés et avancés* », « *le club des élites* », « *le club des démocraties occidentales* »); la deuxième dimension porte sur l'Europe en tant qu'espace décisionnel de l'UE à l'intérieur duquel les politiques des pays candidats sont mesurées selon des standards très précis.

C'est seulement pendant la crise irakienne que les médias ont appréhendé l'Europe selon une entité politique mise « en contexte » - une entité qui agit selon des enjeux particuliers. Il reste à savoir si cette dernière évolution devient une tendance au niveau du discours médiatique.

## **6. Les usages des électeurs sur la question européenne**

Est-ce que les positionnements des électeurs par rapport à l'intégration européenne et à l'OTAN a fait surgir une potentielle sensibilité politique – des attitudes idéologiques, de motivations et critères de vote? Quels usages identitaires et quelles représentations sociales ont-ils été convoqués par rapport au corps social et aux solidarités collectives? Comment peut-on évaluer les usages identitaires des électeurs sur la question européenne en comparaison avec les usages médiatiques?

### *Les motivations de vote*

Les personnes interrogées – des électeurs ayant eu une mobilité à l'intérieur de l'opposition libérale et qui sont à présent, des indécis - n'ont pas lié d'une manière explicite la problématique européenne de

celle électorale. Mais ils ont fortement associé la problématique sur l'Europe et « l'europhorie » (selon l'expression de Brinar et Brucar, 2002) à des attitudes et comportements politiques « plus modernes », tant de la part des hommes politiques que de l'électorat. Plus précisément, les groupes ont utilisé le critère des valeurs « traditionalisme, conformité » vs. « ouverture au changement » afin de légitimer un comportement de vote et un agir politique souhaitables. Les participants se sont constamment rapportés au vote « des Roumains » par le biais de ce clivage. Selon eux, la dite « génération nouvelle » serait peu évidente par rapport à la génération « conformiste » toujours prédominante au niveau de l'ensemble de l'électorat<sup>19</sup>.

La manière dont les participants se sont exprimés sur la « nouvelle génération » d'électeurs indique premièrement leur propre incertitude concernant leur choix électoral; deuxièmement, le vote des jeunes électeurs est parfois « irresponsable » et il semble qu'ils seraient prêts pour un vote nationaliste-autoritaire. Dans ce contexte, nous précisons qu'à l'intérieur du groupe formé par des étudiants et des jeunes diplômés nous avons constaté une certaine valorisation du vote nationaliste et de l'autoritarisme politique. Bien que certains d'entre eux aient assumé la dimension uniquement protestataire-ludique du vote qu'ils ont donné en 2000 pour un leader extrémiste, ils ont paru toujours favorables à la montée d'un gouvernement « autoritaire ».

Selon les participants, la principale cause d'incertitude réside dans la clôture de l'espace politique – un espace politique tributaire toujours aux mêmes personnages. D'où, la conviction que l'alternance politique ne garantit pas le renouvellement de la classe politique (et il serait suffisant de mentionner dans ce sens les élections de 1996). En se rapportant à cette espace politique « clos », les électeurs ont construit différemment leurs *motivations de vote* aux futures présidentielles. Selon le type de motivation, nous avons identifié trois catégories d'électeurs.

Une première catégorie (« *les pragmatiques* ») comprend les participants qui se considèrent prêts pour un vote négatif à condition qu'il s'agisse d'un candidat provenant de « l'opposition non-extrémiste »<sup>20</sup>. Par contre, la deuxième catégorie (« *les idéalistes- sceptiques* ») inclut des participants qui rejettent la variante du vote négatif; ils estiment qu'ils iront voter à condition qu'ils aient la possibilité de s'identifier avec l'offre d'un candidat provenant toujours de l'opposition non-extrémiste. Pour ces électeurs, la probabilité de l'abstention est donc, considérable<sup>21</sup>. La dernière catégorie (« *les indifférents* ») est représentée notamment par

les participants persuadés que n'importe comment ils voteront, « rien ne changera » et donc, ils n'ont aucune idée sur leur futur comportement électoral – ils décideront « en conjoncture »<sup>22</sup>.

Les participants se sont positionnés constamment en fonction des comportements de vote « des Roumains ». Ils ont construit deux autres potentiels profils de l'électorat: en premier lieu, « *les protestataires* », c'est-à-dire, des électeurs à sensibilité politique très diversifiée qui seraient prêt à exprimer leur colère envers les hommes politiques sous la forme d'un vote protestataire, même à visée extrémiste (mais selon les participants, un tel choix électoral ne signifie pas que les électeurs considérés seraient forcément « des extrémistes »)<sup>23</sup>; deuxièmement, « *les ludiques* », des jeunes électeurs sensibles aux candidats qui auront une campagne électorale « très spectaculaires » - très « américanisée »<sup>24</sup>.

Le déroulement des discussions portées pendant ces entretiens ne permet pas de conclure sur les attachements idéologiques des participants. Autrement dit, il serait contestable de conclure sur une orientation politique de ces participants selon l'axe gauche/droite, voire différents « socialismes » et « libéralismes ». Au mieux, on peut avancer l'hypothèse que la majorité des électeurs interrogés sont orientés vers la droite libérale par conjoncture.

Mais au-delà de l'orientation politique, ces électeurs semblent être bien plus sensibles pour le moment aux *profils politiques* qui donnent expression aux *valeurs d'ouverture ou de stimulation*. Selon la définition de Hammer et Wach (2002), ces valeurs correspondent « *au besoin de variété qui permet de maintenir un niveau optimum d'activité. La motivation des valeurs de stimulation est l'excitation, la nouveauté et le défi* » (p.318). Les électeurs rencontrés valorisent plutôt *une stylistique politique relevant des valeurs d'ouverture* qu'une orientation idéologique.

### *La participation politique*

Les débats publics sur l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN, sur la visite de George W. Bush à Bucarest et surtout sur la crise irakienne a mis en évidence un enjeu appréhendé par les médias sous la forme d'un avertissement: « L'Europe ou l'Amérique? ». Cet enjeu a sur-réglémenté aussi les attitudes et les opinions des participants sur les comportements politiques et les mentalités des Roumains.

La question sur la soi-disant passivité des Roumains lors du conflit en Irak a stimulé les groupes interrogés à débattre le problème de la

participation politique en Roumanie. La majorité a été d'accord que « les Roumains » ont réagi positivement ou d'une manière neutre à la décision du gouvernement de soutenir l'intervention militaire en Irak. A part cet élément contextuel, les réponses des participants ont démontré une attitude symptomatique pour ce qui vaut la participation politique en Roumanie: en fait, la plupart d'eux ont justifié la faible participation politique des Roumains aux manifestations, aux mouvements sociaux, mouvements associatifs, grèves etc. comme un état de normalité. Diverses motivations ont été mentionnées en faveur de cette attitude: en premier lieu, l'inappétence des Roumains pour les comportements actifs politiquement s'expliquerait par un niveau de vie très réduit. Paradoxalement, les participants n'ont pas considéré comme naturelle la relation entre mécontentement et comportement protestataire ou associatif. Par contre, ils ont souligné que seulement un niveau de vie élevé est lié à une participation politique intense<sup>25</sup>. Les autres motivations relèvent du même type d'argumentation. Certains des participants aux attitudes « pragmatiques » ont mis en question tout d'abord les avantages offerts par une participation politique active tandis que d'autres participants de la même catégorie se sont montrés persuadés par l'inutilité d'un tel geste quand « les jeux sont déjà faits ». Pour ces « pragmatiques » c'est uniquement le vote qui justifierait la participation politique<sup>26</sup>. Nous avons identifié aussi une catégorie de participants pour lesquels la participation politique était plutôt comme une excentricité. Pour ceux-là, parmi lesquels se trouvent aussi les « idéalistes-sceptiques », c'est le désir d'être informé qui donnerait vraiment un sens à la citoyenneté<sup>27</sup>.

Il faudrait préciser que ces attitudes ont été assumées par des personnes ayant une certaine expérience en matière de participation politique surtout à visée protestataire. En fait, un nombre de participants ont insisté sur le fait qu'immédiatement après la chute du communisme en décembre 1989, ils ont pris part aux grands mouvements protestataires déroulés à l'époque, comme la manifestation de la Place de l'Université. Après ces expériences, « échouées » selon eux, les intervenants ont réalisé que la participation politique en Roumanie serait un geste sans aucune conséquence réelle. Ils ont donc choisi de se replier sur leur vie quotidienne et de limiter l'action participative à la consommation médiatique.

Les entretiens sur le thème de la participation politique ont mis à jour un manque de confiance aiguë dans les institutions gouvernementales et

dans les partis, d'où la distance assumée par les participants envers toute forme d'activisme collectif, voire politique.

*La construction de l'étrangéité*

Les personnes interrogées se sont montrées réticentes à raisonner sur les relations de la Roumanie avec les Etats-Unis et l'Europe d'une manière dichotomique. Elles ont valorisé fortement l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN et elles ont évalué comme positive la décision de soutenir la politique américaine en Irak. La majorité d'entre elles ont considéré l'adhésion à l'OTAN comme cruciale pour la sécurité militaire de la Roumanie étant donnée que la Russie restera un grand pouvoir. Dans ce contexte, la position adoptée par la Roumanie lors de la crise irakienne serait « logique » vu le nouveau statut acquis par le pays après avoir reçu l'invitation d'adhérer à l'OTAN.

Mais à part les raisons diplomatiques, les participants ont légitimé cette décision par des arguments relevant de la mémoire collective. En premier lieu, les Roumains auraient vécu la dictature – un fait souvent éludé par « les Européens »<sup>28</sup>. Deuxièmement, lors du conflit irakien, la Roumanie aurait démontré une fermeté considérée de très bon augure venant de la part d'« un petit pays », « vulnérable » à n'importe quel le contexte. En fait, les participants sont constamment revenus sur ce dernier argument au cours des entretiens. Ils ont souligné très précisément la position diplomatique plus que marginale de la Roumanie avant l'adhésion à l'OTAN, d'où le choix « légitime » du « pays le plus puissant du monde ». Tout un raisonnement a été bâti autour de la dichotomie « pays petit » vs. « pays puissant ». Mais il faut le dire, ce raisonnement n'a pas été énoncé dans un sens idéologique-militant propre aux électeurs nationalistes. La catégorie des électeurs rencontrés vivait vraiment le sentiment de la marginalité, mais d'une manière plutôt constatative qu'idéologique, plutôt pragmatique que militante<sup>29</sup>. Les entretiens ont révélé aussi la sensibilité très profonde des participants envers la perception négative accumulée par la Roumanie dans les années post-communistes. De ce point de vue, les garanties de sécurité et l'acquis d'un statut nouveau non seulement politico-militaire mais aussi en termes d'image internationale constituent les deux motivations auxquelles les participants ont recouru le plus souvent pour valoriser l'intégration européenne et la relation avec les Etats-Unis. Pour les participants la question de l'antiaméricanisme ne serait pas une question d'actualité en Roumanie pour le simple fait « qu'il n'y a pas de

raisons ». Plus précisément, il n'y aurait aucune « histoire problématique » accumulée dans la relation de la Roumanie avec les Etats-Unis. Il n'y aurait non plus une « compétition entre les grands », semblable à celle entre « les Européens » et les « Américains ». Ce genre d'attitudes ne constituerait une ressource même pas pour les discours extrémistes<sup>30</sup>. Ceux-ci s'imposeraient par leur rhétorique contre la corruption, tout en bénéficiant d'une échelle politique fortement déséquilibrée. Bien que les Roumains valorisent d'une manière égale la relation avec l'Europe et avec les Etats-Unis, les participants ont admis que la préférence pour les anglo-américains serait en cours de croître. En tout cas, selon eux, cette tendance serait valable pour le cas des jeunes apparemment de plus en plus attachés à la stylistique et à la culture américaine et anglaise. Un possible explication: les gens auraient du mal à « déchiffrer » la politique trop sophistiquée de « type baromètre » pratiquée par l'UE.

C'est dans ce contexte que certains participants ont considéré que le futur Président devrait avoir la capacité « de jongler » aussi avec « les Européens » qu'avec les « Américains ». En énonçant cette opinion, les participants ont trouvé, en fait, une autre modalité d'exprimer le *critère de vote* le plus valorisé par les intervenants: c'est la capacité d'un candidat d'être un « homme politique » pur et dur, capable de maîtriser d'une manière plus ou moins « manipulatrice » le « jeu politique »; seulement « un véritable homme politique » pourrait fournir « une vision » de la société politique fortement motivante pour « les Roumains, en tant que nation ». On constate que ce critère sert, en fait, le positionnement auquel les électeurs sont revenus fréquemment pendant les entretiens: ils ont souligné leur attachement plutôt à une vision politique « d'ouverture » qu'à une orientation idéologique nettement identifiée.

## 7. Discussion

Cette étude a été guidée par plusieurs questions de recherche. La première était focalisée sur l'influence de la problématique européenne par rapport à la sensibilité politique des électeurs indécis: est-ce que ces électeurs aboutissent à certaines attitudes, motivations et critères de vote par le biais du discours sur l'intégration européenne ? Les résultats préliminaires de la recherche indiquent des électeurs sensibles d'abord, à une stylistique politique « d'ouverture » occidentale considérée compatible avec ce qu'ils ont appelé le « bon nationalisme »,

non-extrémiste. En conséquence, ce sont des électeurs à la quête des candidats capables d'actualiser plutôt une *culture des valeurs* qu'une orientation politique. Ce *positionnement pseudo-idéologique* a été dégagé par bien de références à la problématique européenne.

En termes de *motivations*, il serait risqué de conclure que ces électeurs à sensibilité « libérale » (les entretiens et leur histoire électorale l'indiquent bien) sont prêt à voter n'importe quel candidat qui représenterait le mieux une vision « d'ouverture », au-delà des agendas électoraux ponctuels et au-delà des orientations politiques, sauf celles extrémistes. Apparemment la réponse semble être positive, si on tient compte des électeurs « pragmatiques » qu'on a dégagé lors des entretiens (chap.6) et qui semblent agréer une variante bien plus « artificielle » que la précédente. En fait, ces électeurs sont persuadés qu'aux prochaines élections ils seront à nouveau forcés de recourir à un *vote négatif*. Parmi les électeurs participants aux entretiens on remarque aussi les « idéalistes-sceptiques » (chap. 6) qui apparemment ne seraient plus disponibles pour un vote négatif. Sans pouvoir établir exactement le degré d'influence du thème européen, on constate que cette catégorie d'électeurs semble être la plus orienté vers un *potentiel attachement politique* après avoir expérimenté une histoire de mobilité électorale.

Une deuxième question a mis en évidence que la communication sur un thème identitaire, voire l'Europe, permettrait aux électeurs d'exprimer « plus naturellement » leur sensibilité politique. De ce point de vue, la recherche a confirmé que les références au processus d'intégration européenne ont stimulé les participants de prendre position sur les comportements politiques « des Roumains » et de la classe politique. Ainsi, les participants ont eu la possibilité de se « rallier » et de se « délimiter » de certains comportements et valeurs politiques.

La troisième question a relevé le potentiel de mobilité électorale qui s'est maintenu entre la campagne de 2000 et celle de 2004. En termes d'analyse, cette tendance indiquerait des électeurs sensibles à la conjoncture, notamment aux offres politiques et à la médiatisation. A part les données statistiques, la recherche a dégagé des éléments supplémentaires en faveur de cette prémisse. D'abord, les participants aux entretiens se sont montrés réfractaires à toute forme d'activisme politique. Ils ont clairement souligné qu'ils limitent leur participation politique à la consommation des informations médiatiques et au vote. En fait, au cours des entretiens, « les pragmatiques » et les « idéalistes-sceptiques » ont fait preuve de leur intérêt pour la

médiatisation du politique. Par contre, « *les indifférents* » ont rejeté non seulement la participation politique active mais aussi les informations médiatiques. Parmi ces électeurs on a retrouvé des personnes peu informées sur la politique quotidienne; en échange, ces électeurs se rapportaient aux événements politiques par le biais de leur connaissance de l'histoire et de la communication interpersonnelle. Les participants aux entretiens ont assigné une importance particulière au vote protestataire à portée nationaliste-extrémiste. Selon eux, il existerait une forte probabilité que ce type de vote émerge, même si les électeurs de ce type n'étaient pas forcément des extrémistes (l'analyse secondaire a relevé que le soutien à l'intégration européenne n'est pas incompatible avec des électeurs ayant confiance dans la politique nationaliste).

En fin, les opinions des électeurs sur le processus de l'intégration européenne et dans l'OTAN révèlent des convergences nombreuses avec les discours articulés à travers les débats télévisuels. La plus saillante convergence porte sur la modalité d'appréhender le nouveau statut acquis par la Roumanie suite à l'invitation d'adhérer à l'OTAN. Médias et électeurs évaluent ce processus à travers un discours d'autoanalyse identitaire focalisé surtout sur les vulnérabilités et les traumas des Roumains. Du côté des médias, la parole de débat télévisuelle n'a pas inclus une approche des thèmes européens en tant que *problèmes publics*. Il y a eu un passage sans transition d'une vision diplomatique de la construction européenne vers une vision mythologique centrée sur les traits identitaires des Roumains et sur le fort décalage statutaire entre la Roumanie et l'Europe communautaire.



## NOTES

- 1 En 2001, les réponses des Roumains à la question « *Considérez-vous que l'intégration européenne est nécessaire pour la Roumanie?* »: 68% (« oui, c'est nécessaire »), 9% (« non, ce n'est pas nécessaire »), 23% (« je ne sais pas ») / Source: *Le Baromètre d'Opinion Publique* publié par La Fondation pour une Société Ouverte, novembre, 2001.
- 2 « *Quelles sont à présent les problèmes les plus importants de la Roumanie?* »: 49% (« la pauvreté »); 20% (« manque d'emplois »); 11% (« la corruption »); 10% (« les prix élevés »); 8% (« les revenus réduits »); 1% (« manque de logements ») / Source: *Le Baromètre d'Opinion Publique* publié par La Fondation pour une Société Ouverte, mai 2003.
- 3 « *La migration politique dans l'administration locale, une année après les élections locales de 2000* », rapport rédigé par l'Association « *Pro-Démocratie* », 2001, Bucarest.
- 4 La recherche qualitative que nous avons menée en 2000 sur les motivations de vote des électeurs du parti « *România Mare* » (id., 8) a relevé des opinions fort contestataires des électeurs interviewés envers la classe politique entière.
- 5 La recherche qualitative menée en 2000 sur les motivations de vote des électeurs du parti nationaliste « *România Mare* » (id.,8) et de son leader C.V.Tudor a mis en évidence le « centrisme » autoproclamé par les électeurs interviewés: « *Il se porte comme un fou, mais son discours me semble être sincère, un peu trop théâtral, mais au moins il n'a perdu aucun procès, c'est certes qu'il détient de nombreuses informations ... au moins, il n'a pas changé. Il a attaqué aussi la droite que la gauche* » (Électeur de la CDR en 1996 et du Parti « *România Mare* » en 2000) .
- 6 Les travaux de l'École de Columbia se sont concrétisés dans les synthèses "*The People's Choice*" (Lazarsfeld, Berelson et Gaudet, 1944) et "*Voting*" (Berelson et al. 1954). Parmi les ouvrages fondateurs appartenant à l'École de Michigan: "*The American Voter*" (Campbell et al. 1960).
- 7 Le développement des sciences neuronales, les technologies informatisées et la théorie du jeu ont contribué à l'étude de la décision rationnelle en tant qu'heuristique.
- 8 Taber et Lodge (2000) synthétisent le développement théorique des approches cognitives sur la rationalité décisionnelle, en proposant un modèle intégré à plusieurs niveaux. Premier niveau: les modèles dits "*hot cognition*" (Abelson, 1963; Lodge, Stroh: 1993) stipulent que la mémoire traite simultanément les cognitions et l'affectivité associée par rapport à un objet. Deuxième niveau: les modèles dites "*on line*" précisent que les individus sont en train de réajuster constamment (« en ligne ») leurs *impressions* accumulées par rapport à un objet, suite à l'interaction entre les impressions déjà « stockées » et l'état affectif de l'individu qui est en train d'assimiler des nouvelles informations sur un objet donné (Anderson, Hubert: 1963; Lodge,

- McGrow, Stroh: 1989). Dernière niveau: l'acte décisionnel serait le résultat d'un raisonnement de simplification réduit à une réponse affective de type « qu'est que je sens par rapport à ... ». Mais cette réponse affective serait activée par les préférences accumulées (Clore, Isbell: 1996)
- 9  
Fevrier-Mars, 2001 (Chaînes privées: Pro-tv, Antena 1; Chaîne publique: TVR 1; Corpus: « *Pro-Ouest* », « *Marius Tucă-Show* » - Antena 1, « *Courte sur deux* » - TVR 1); 14 mars - 14 avril, 2002 (Chaînes: Pro-tv, Antena 1; Corpus: « *Pro-Ouest* »; « *Marius Tucă-Show* »); 23.09 – 14.12.2002 (Chaînes privées: Pro-tv, Antena 1; chaînes publiques: TVR 1, TVR 2; Corpus: « *Pro-Ouest* », « *Marius Tucă-Show* », « *Euroatlantica* » -TVR 1, « *Maintenant, l'OTAN!* » - TVR 2; les « éditions spéciales » de TVR 1 et de Pro-tv, 19-23 novembre); 10.01 -13.03. 2003 (Chaînes privées: Pro-tv, Antena 1; Corpus : « *Pro-Ouest* », « *Marius Tucă-Show* »).
- 10  
Le projet de recherche prévoit des entretiens avec des électeurs indécis ayant accumulé une mobilité électorale plus ou moins indicative pour une orientation politique ou par contre, relevant d'une trajectoire apparemment «contre nature» (par exemple, le cas des électeurs qui ont voté en 1996 pour le candidat de l'opposition Emil Constantinescu pour se réorienter en 2002 vers le leader nationaliste Corneliu Vadim Tudor). Dans la période décembre 2002 – juin 2003, nous avons monté cinq groupes d'entretien. Chaque groupe a compris six participants, la durée d'une séance étant limitée à une heure et demie. Au total, 30 participants dont 17 hommes et 13 femmes. Critères de sélection: la mobilité électorale acquise, la mobilité professionnelle, l'âge (entre 28 et 50). Le niveau d'éducation a été considéré selon la variable « études moyennes » et « études supérieures » tout en respectant l'homogénéité des groupes. Le critère de la mobilité professionnelle a été défini selon la sphère de travail (publique/privée) et selon le nombre d'affiliations professionnelles au dehors du lieu stable du travail. En appliquant ces critères, nous avons configuré trois types d'acteurs sociaux susceptibles de former les groupes d'entretiens: des salariés dans des institutions publiques, des employés dans la sphère privée, des consultants ou des indépendants ayant plusieurs débouchés de travail. Cette étude synthétise les résultats des entretiens portés avec 4 groupes de participants qui ont acquis une *mobilité électorale* à visée libérale (exceptionnellement, on a monté aussi un groupe composé d'étudiants ayant voté une seule fois et figurant à présent parmi les indécis). Autres caractéristiques: *employés* dans des institutions publiques (administration, enseignement, recherche, ministères); *études supérieures*; *âge moyen*: 35 (18-27: 6; 28-39: 17; 40-50: 7); *sentiment d'appartenance sociale*: classe moyenne inférieure. Le guide d'entretien a compris des questions ciblées sur l'intégration européenne et dans l'OTAN (la signification que les participants assignent à cette problématique, l'anti-américanisme, la crise d'Irak, les comportements politiques des Roumains). Les résultats de notre recherche présentés dans

cette étude sont préliminaires et doivent être considérées à titre provisoire. La recherche est en train de se dérouler et s'achèvera en décembre 2004.

11 On utilise la notion « énoncés d'acceptabilité » dans le sens proposé par Boudon (1997) quand il discute les « raisons transsubjectives » : *...ces raisons ne sont par définition ni objectives ni purement subjectives au sens ou elles seraient l'effet d'idiosyncrasies personnelles [...] quand on a le sentiment que « x est vrai » ou que « x est bon », on s'attend à ce que le voisin en juge aussi »* (p. 22).

12 En 2002, les émissions suivantes ont été consacrées spécialement aux thèmes européens : *Pro-Ouest* (diffusée le mercredi de 22h30 à minuit sur la chaîne privée Pro-tv), *Euroatlantica*, (diffusée le jeudi de 22h00 à 23h00 sur TVR 1, première chaîne de la télévision publique) et *l'Agenda européen* (diffusée le samedi de 20h30 à 21h45 sur TVR 1, la première chaîne de la télévision publique).

13 « *Nous ne sommes plus marginalisés, à l'écart de l'Europe ou même au dehors...* » (Journaliste, Édition Spéciale, « Les voix des Roumains », TVR 1); *... « Pour moi, ce jour représente la fin officielle du communisme en Roumanie, une situation que la révolution de décembre 89 n'avait pas résolu »* (Journaliste-invité, « Marius Tucă-Show », Antena 1); « *C'est un moment qu'on vit avec un enthousiasme juvénile ...on se sent libéré de cette grande angoisse, cette immense peur que nous nous trouvons quelque part au bout du monde comme dans la période de Ceausescu quand personne ne s'intéressait à nous ...* » (Expert, « Marius Tucă-Show », Antena 1); « *Je crois que c'est pour la première fois que j'entends que la Russie ne doit pas avoir peur de la Roumanie; jusqu'à présent, c'était l'inverse* » (Journaliste, Edition spéciale, Pro-TV); « *Nous avons oublié de nous réjouir / Mais je ne crois pas que cet événement doit être fêté avec des pétards et des confettis .../ Je n'ai pas dit ça ... Ce n'est pas un événement qui doit être fêté dans la rue comme une victoire de l'équipe nationale ... Oui, j'ai eu moi aussi ce sentiment ... Je me suis dit ... « Voilà, tout le monde est dans la rue ! » ... Je me suis senti un peu gêné quand j'ai vu la foule dans la rue même s'il s'agissait d'un grand moment de joie, j'ai été un peu gêné .../ Je ne suis pas d'accord avec vous, même si je vous apprécie tous les deux, en fait, nous devons sortir dans la rue ... parce que maintenant c'est nous qui voulons le faire ... jusqu'en 1989, les communistes nous obligeaient de sortir .../ Mais je n'ai pas dit que c'était une erreur !/ Je voudrais simplement vous fournir une information: à Sofia, juste à cette heure, personne ne se trouve dans la rue, personne ne fait la fête à l'occasion de l'entrée de la Bulgarie dans l'OTAN... »* (Modérateur; journaliste-invité ; expert ; « Marius Tucă-Show », Antena 1) / 19-22.11. 2002.

14 « *Cet ancien héros de guerre n'a jamais entendu parler de l'OTAN, mais il attend les Américains depuis une cinquantaine d'années [...] Ils ont quand même entendu parler de l'OTAN à la radio ou à la télévision, mais ils n'ont*

- pas compris de quoi il s'agissait » (Journaliste, Edition spéciale, « Les voix des Roumains », TVR 1); « Je suis persuadée que toute la foule rassemblée sur la Place de la Révolution est partie l'âme pleine de joie, parce qu'ils ont rencontré le plus puissant homme de la terre qui leur a donné confiance, en soulignant que la Roumanie n'était pas un pays quelconque, que la Roumanie n'était pas un pays oublié n'importe où, un pays dont personne n'a aucune information, par contre, il a dit que les Etats Unis ont confiance dans ce pays et qu'ils ont besoin de la Roumanie. C'est très important qu'un Président américain affirme qu'il a besoin de ton pays, qu'il a besoin de notre armée, de notre peuple, qu'il a besoin de nous ... » (Journaliste, Edition spéciale, Pro-tv); « Certainement cette visite de George W. Bush à Bucarest est historique et le mot n'est pas du tout exagéré, en même temps, nous avons remarqué certains accents qui ressemblent au "festivisme" d'aparavant, il est intéressant de voir comment les anciennes choses servent les renouvellements ... » (Journaliste, Edition Spéciale, Pro-tv) / 19-22.11. 2002
- 15 « Le café de lundi » (TVR 1, première chaîne de la télévision publique), « Ma Roumanie » (Antena 1).
- 16 « Pourquoi soutenons-nous une intervention militaire en Irak? ... Parce que nous avons eu à faire à une dictature et nous comprenons mieux ce qui se passe à l'intérieur d'un pays qui est soumis à une dictature. Mois aussi j'aurais voulu des démonstrations avec des milliers et milliers de participants contre un Ceausescu qui ne détenait pas d'armes de destruction en masse, mais qui enfermait des millions et millions de gens » (Journaliste-invité, « Marius Tucă-Show », Antena 1); « Je ne suis pas d'accord avec l'action des Etats Unis ...mais je comprends le soutien de la Roumanie aux Etats Unis comme un geste désespéré, dans quel sens? Pour la Roumanie, les Etats Unis constituent à présent la garantie la plus sûre que nous n'allons plus être jetés dans le marécage d'où nous essayons de sortir maintenant » (Journaliste-invité, « Marius Tucă-Show », Antena 1); « A présent, nous possédons un statut marginal par rapport à l'OTAN. Nous avons à peine monté la dernière marche du dernier wagon ...oui ... nous avons eu du mal à réserver la dernière place. Mais je crois que la Roumanie pourrait convaincre l'alliance dans les années à venir qu'elle est en fait un membre de première catégorie » (Journaliste-invité, « Marius Tucă-Show », Antena 1) / 18.02.2003.
- 17 « ...Donc, d'une part, les Américains ont des intérêts clairs, d'autre part, la France elle n'est pas forcément le défenseur de la «liberté, égalité, fraternité» en Irak, la France, elle aussi a des intérêts très clairs là-bas » (Journaliste-invité, « Marius Tucă-Show », Antena 1); « Je crois que nous sommes suspects d'immaturité politique si nous allons perdre la tête suite à ces déclarations très généreuses provenant de Washington qui spécifient que nous et l'Europe de l'Est deviendront « le centre de l'Univers. » ... » (Journaliste-invité, « Marius Tucă-Show », Antena 1) / 18.02. 2003.

- 18 ... « Mais il y a un instinct chez les Roumains, l'instinct des Roumains est correct, nous avons été invités dans l'OTAN, nous avons un mot à dire dans les problèmes internationaux, nous avons des intérêts au Moyen Orient, non seulement en Irak. Et je crois que c'est un moment propice pour affirmer notre intérêt national... Je crois que le sentiment général nous donne raison » (Modérateur, « Marius Tucă>Show », Antena 1) / 17.02.2003.
- 19 « Les jeunes vont voter différemment par rapport à ceux qui raisonnent comme ma mère ou comme mon père... Les gens plus âgés sont satisfaits s'ils ont le sentiment que l'Etat leur fourni la moindre assurance. Je pense que ce comportement disparaîtra. Mais cela ne veut pas dire que les jeunes vont investir trop dans leur choix électoral. A présent, les jeunes font preuve d'une autre optique: pour eux le plus important c'est l'argent et le pouvoir; mais ils sont moins concernés par les moyens utilisés pour les obtenir; tout moyen est bon, l'important c'est de gagner de l'argent. Il y aura un problème dans l'avenir ! [...] En plus, les jeunes se rendent compte qu'il y a toujours les mêmes figures politiques ... ils voient qu'aucun personnage politique ne surgit à l'intérieur de l'opposition et alors ils commencent eux aussi à réagir selon les automatismes de leur parents ... » (Opérateur, 45 ans).
- 20 « Moi, je donnerai mon vote à n'importe quel candidat qui sera l'adversaire du Parti Social Démocrate à condition qu'il ne soit pas C.V. Tudor ... » (Économiste, 28 ans)
- 21 « Personnellement, je considère qu'il n'y a aucun parti et candidat auquel je donnerai mon vote; s'il fallait que je vote demain, je voterai avec le Parti Conservatoire de Grande Bretagne, mais en Roumanie ça n'existe pas ... Et puis les variantes qui me sont offertes, toute sorte de partis populaires, elles sont complètement stupides » (rédacteur, 38 ans); « L'image que j'ai du futur Président ne correspond sûrement pas à celle de l'actuel Président; en même temps, le type de Président auquel je pense n'a aucune chance d'apparaître ... » (Étudiant, 24 ans)
- 22 « Mon sentiment qui est partagé d'ailleurs, est que n'importe qui sortira gagnant aux futures élections, rien ne changera en Roumanie ... » (Professeur, 25 ans)
- 23 « Beaucoup de gens savent que leur vote ne compte pas et ils ont accumulé une colère. Alors ils vont voter ... Mais d'une telle manière ... Comme s'ils voulaient dire: « je peux faire du mal avec mon vote ... prend-moi au sérieux ! » (Étudiant, 24 ans); « Aux élections de 2000, les gens n'ont pas voté sérieusement Corneliu Vadim Tudor et son parti. Ils l'ont voté parce qu'il incarnait à la télévision leur colère ... » (Rédacteur, 38 ans).
- 24 « Je crois que les jeunes voteront aussi contre leurs parents ... ils vont voter pour le candidat le plus charismatique, celui qui aura le plus grand nombre de ballons et drapeaux, bref, le candidat qui se prêtera à une campagne électorale selon le style américaine ! Ça sera un choix d'image... Ce jeune se dira: « au moins je vais décider selon l'image » ... tandis que les électeurs

âgés diront: « j'exige qu'on me donne quelque chose ! » (Fonctionnaire, 38 ans).

25 « Les Roumains ont d'autres problèmes. Les problèmes des occidentaux qui protestent contre la globalisation ne sont pas les nôtres. En Hollande il y a des polémiques sur la longueur d'un tunnel, est-ce que le tunnel devrait être élargi ou réduit d'un mètre? Eux, ils ne sont pas préoccupés par le jour qui vient... Ils ont des salaires élevés, c'est seulement les impôts qui les attaques de temps en temps ...Mais nous? A quoi ça sert si je proteste contre ou pour l'Irak? [...] » (Journaliste, 29 ans).

26 « Nous devons être pragmatiques ...Nous n'avons pas toutes les données nécessaires. Bien évidemment, en termes émotionnels, c'est normal de réagir quand il s'agit de vies qui sont supprimées. Mais au-delà de ce contexte, nous ne savons pas les raisons réelles de l'intervention en Irak. Nous supposons que c'est le pétrole ...eux ils prétendent qu'il s'agit d'armes de destruction en masse, etc. Je pense que dans un contexte de normalité c'est notre réaction qui est correcte. Pour nous, d'autres problèmes sont plus importants: payer le loyer... Des manifestations? ...En général, je considère qu'il faut réagir seulement par le vote. Les protestations doivent être conduites par des gens qui sont impliqués dans des associations volontaires – des associations qui ont des buts précisément définis. Ces gens s'informent sur les événements en cours et peuvent nous présenter un point de vue ... Mais au-delà de ça [...] Ce n'est pas notre problème ce qui se passe en Irak [...] Nous nous sommes demandé ici pourquoi les Roumains n'ont pas protesté contre l'intervention en Irak. Protester contre quoi? Et pourquoi? Pour l'instant, personne ne sait de quoi il s'agit... Je pense que notre attitude est normale ...Il y a des organisations qui s'en occupent...Moi, que 'est-ce que je pourrais faire? » (Économiste, 31 ans).

27 « Je n'ai senti à aucun moment le désir de sortir dans la rue et de protester contre l'intervention en Irak. Par contre, il m'a paru normal de m'informer, mais pas de manifester ... » (Professeur, 50 ans).

28 « En Irak il y a eu une dictature. Nous, en tant que Roumains, nous savons de quoi il s'agit. Probablement que les Européens ne savent pas...Ils n'ont pas réalisé...(E) / Ils n'ont pas vécu une dictature ! ... (P) / Exact ! Donc, ils ne peuvent pas ... Quand tu n'es pas au courant, c'est simple de dire « je proteste, je suis contre ! » Mais quand tu le vis, quand tu connais qu'il y a aussi la Corée du Nord ... (E) / En fin, il faut le dire, l'information médiatique nous arrive d'un seul côté ... (I) / Bien ! Alors je vous invite d'aller en Corée du Nord et de nous dire ce qui se passe là-bas ! Allez-y ! Moi, j'attends ... (E) » (Économiste, 29; Professeur, 50; Journaliste, 29 ans).

29 « Le fait que nous ayons reçu des garanties de sécurité de la part de l'Amérique est crucial. Quand Bush est arrivé à Bucarest je me suis dit: « Voilà, maintenant nous avons un espoir, peut-être que nous n'aurons plus cette crainte par rapport à la Russie » (Professeur, 50) / « L'Amérique est un colosse à la fois

*militaire et économique ...pour ne pas être étouffé par un tel éléphant, nous devons être un petit éléphant nous aussi ... mais nous n'avons pas ce sentiment, nous nous sentons toujours petits ... » (Fonctionnaire, 26 ans) / « Nous sommes un petit pays, c'est normal que nous ayons soutenu la position du pays le plus puissant [...] C'est pour la première fois dans notre histoire que le plus grand pouvoir du monde nous fournit de telles garanties militaires » (Journaliste, 29).*

<sup>30</sup> *« Les Roumains ne peuvent pas devenir des anti-américains parce qu'ils n'ont pas des raisons claires à le faire. A quoi ça sert que je sois anti-américaine? Il me faut des raisons ! Les occidentaux ont leurs raisons, moi, pour le moment, je n'ai aucune raison » (Économiste, 31) / « Les Roumains ont été très marqués par les attentes de leurs parents et grands-parents: « que les Américains arrivent ! » Donc, nous ne pouvons pas dire « que les Américains partent », c'est impossible, ça ne fait pas partie de notre mémoire » (Consultante, 33).*

**Tableau croisé 1 /** Source : BOP, mai, 200

Sondage / vote parlementaire	Indécis / ne votent pas	Indécis	Ne votent pas
Mai 2003 / Source BOP, la Fondation pour Une Société Ouverte	52%	39%	13%
Mars-Avril 2003 / Source : CURS	38%		
Janvier-Février 2003 / Source : CURS	38%		
Juin 2002 / Source BOP, la Fondation pour Une Société Ouverte	46%	38%	8%
Novembre 2001 / Source : CURS	46%		
Mai 2001 / Source : CURS	39%		
Mai 2000 / Source : CURS	48%		
Octobre 2000 / Source : CURS	32%		
Novembre 2000 / Source : CURS	34,7%		
Juillet 1996 / Source : CURS	25%		

**Tableau croisé 2 /** Source : BOP, mai 2003

			Est-ce que L'Etat devrait-il assurer des emplois pour tous ce qui veulent travailler ?				Total
			Oui	Non	NS	NR	
Si dimanche prochain, il y avait des élections, avec quel parti / alliance politique voteriez vous ?	Indécis 39%	Ligne %	91,6%	6,5%	1,7%	,2%	100,0%
		Colonne %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Total %	91,6%	6,5%	1,7%	,2%	100,0%
Total		%	91,6%	6,5%	1,7%	,2%	100,0%
		%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Total %	91,6%	6,5%	1,7%	,2%	100,0%



**Tableau croisé 3** / Source : BOP, mai 2003

			Croyez vous que l'Etat devrait-il assumer plus de responsabilité pour la prospérité de chacun ?					Total
			Oui	Seulement pour les pauvres	Non	NŞ	NR	
Si dimanche prochain, il y avait des élections, avec quel parti / alliance politique voteriez vous ?	Indécis 39%	Ligne %	84,3%	10,8%	1,8%	2,8%	,2%	100,0%
		Colonne %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Total %	84,3%	10,8%	1,8%	2,8%	,2%	100,0%
Total		Ligne %	84,3%	10,8%	1,8%	2,8%	,2%	100,0%
		Colonne %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Total %	84,3%	10,8%	1,8%	2,8%	,2%	100,0%

**Tableau croisé 4** / Source : BOP, mai, 2003

			Selon vous, a présent y a t-il en Roumanie au moins un parti politique qui vous représente ou qui défend vos intérêts ?				Total
			Oui	Non	NS	NR	
Si dimanche prochain, il y avait des élections, avec quel parti / alliance politique voteriez vous ?	Indécis 39%	Ligne %	19,3%	54,3%	23,0%	3,3%	100,0%
		Colonne %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Total %	19,3%	54,3%	23,0%	3,3%	100,0%
Total		Ligne %	19,3%	54,3%	23,0%	3,3%	100,0%
		Colonne %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Total %	19,3%	54,3%	23,0%	3,3%	100,0%

**Tableau croisé 5** / Source : BOP, mai, 2003

			Avez vous confiance en Corneliu Vadim Tudor ?					Total
			Aucune confiance	Très peu	Peu	Beaucoup	Totale confiance	
Quelle est votre opinion concernant l'intégration de la Roumanie dans l'UE ?	Bonne 68%	Ligne %	48,3%	13,0%	18,0%	12,6%	8,0%	100,0%
		Colonne %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Total %	48,3%	13,0%	18,0%	12,6%	8,0%	100,0%
Total		Ligne %	48,3%	13,0%	18,0%	12,6%	8,0%	100,0%
		Colonne %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Total %	48,3%	13,0%	18,0%	12,6%	8,0%	100,0%

**Tableau croisé 6** / Source : BOP, Octobre, 2002

			Avez vous confiance en Corneliu Vadim Tudor ?							Total
			Aucune confiance	Très peu	Peu	Beaucoup	Totale confiance	Je ne le connais pas	NR	
Si dimanche prochain, il y avait des élections, avec quel parti / alliance politique voteriez vous ?	Indécis 39%	Ligne %	44,1%	11,9%	18,7%	8,8%	3,3%	8,1%	5,1%	100,0%
		Colonne %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Total %	44,1%	11,9%	18,7%	8,8%	3,3%	8,1%	5,1%	100,0%
Total		Ligne %	44,1%	11,9%	18,7%	8,8%	3,3%	8,1%	5,1%	100,0%
		Colonne %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
		Total %	44,1%	11,9%						

**BIBLIOGRAPHIE**

- Anderson, R. D., *Encouraging Democratic Participation in Russia: Pragmatic Ambiguity and Identification with Political Speakers*, Annual Meeting of the International Society for Political Psychology, Vancouver, 1996
- Beciu, C., « Discours et comportement électoral aux présidentielles de 2000 », *Revue Roumaine de Communication et Relations Publiques*, no. 4-5, Comunicare.ro, Bucarest, 2002
- Bougnoux, D., « Indépassable chauvinisme de l'information ? », in *Les identités culturelles dans le jeu de la mondialisation* (sous la direction de Paul Rasse, Nancy Midol, Fathi Triki, ), L'Harmattan, Collection Logiques Sociales, Paris, 2002
- Boudon, R., Bouvier, A., Chazel, F., *Cognition et sciences sociales*, PUF, Paris, 1997
- Boy, D., Mayer, N., « Que reste-il des variables lourdes ? », in *L'électeur a ses raisons* (dir. Boy, D., Mayer, N.), Presses de Sciences Po, Paris, 1997
- Boy, D., Jaffré, J., Muxel, A., « Dissonances sur la dimension gauche-droite », in *L'électeur a ses raisons* (dir. Boy, D., Mayer, N.), Presses de Sciences Po, Paris, 1997
- Brinar, I., Bucar, B., « L'opinion publique slovène et la question européenne », in *L'Opinion Européenne*, Cautrès, B., Reynié, D., (dir.), Presses De Sciences Po, Paris, 2002
- Braud, P., *Sociologie politique*, L.G.D.J., Paris, 2002
- Charaudeau, P., *Discours médiatique de l'information*, INA, Paris, 1998
- Charron, J., « Les médias et les sources: les limites du modèle de l'agenda-setting », in *Hermès*, 17-18, *Communication et politique*, CNRS éditions, Paris, 1995
- Dahlgren, P., « The Transformation of Democracy ? », in *New Media and Politics*, Barrie A., Huggins, R., (dir.), Sage, London, 2001
- Dogan, M., « Le déclin du vote de classe et du vote religieux en Europe occidentale », in *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 146, décembre 1995
- Ellis, J., *Seeing Things: Television in the Age of «Uncertainty»*, I.B.Tauris Publishers, London, 2001
- Entman, R.M., Bennett, L.W., *Communication in the Future of Democracy: A Conclusion in Mediated Politics* *Communication in the future of Democracy*, Cambridge University Press, 2001
- Gelman A., King, G., « Why are American Presidential Election Campaign Polls so Variable when Votes are so Predictable ? », in *British Journal of Political Science*, 23, 1993
- Gerstlé, J., « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », in *Revue Française de Science Politique*, no. 5, PO, Paris, 1996
- Graber, D., *Processing Politics: Learning from Television in the Internet Age*, University of Chicago Press, 2001

- Habermas, J., *Après l'Etat-nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 2000
- Hammer, B., Wach, M., *Peut-on parler d'un système de valeurs européen?*, Cautrès, B., Reynié, D., (dir.), Presses De Sciences Po, Paris, 2002
- Holbrook, T.M., *Do Campaigns Matter?* Sage, London, 1996
- Himmelweit, H., and others, *How voters decide?*, Academic Press, London, 1981
- Iyengar, S., Valentino, N.A., « Who Says What? Source Credibility as a Mediator of Campaign Advertising », in Lupia, A., McCubbins M.D., Popkin, S.L. (dir.), *Elements of Reason. Cognition, Choice, and the Bounds of Rationality*, Cambridge University Press, 2000
- Iyengar, S., *Is Anyone Responsible? How Television Frames Political Issues*, The University of Chicago Press, Ltd., London, 1991
- Kaase, M., Newton, K., *Beliefs in Government*, Oxford University Press, 1998
- Kuklinski, J.H., Quirk, P.J., *Reconsidering the Rational Public: Cognition, Heuristics, and Mass Opinion in Elements of Reason. Cognition, Choice, and the Bounds of Rationality*, Lupia, A., McCubbins M.D., Popkin, S.L. (dir.), Cambridge University Press, 2000
- Lochard, G., Soulages, J.C., *La communication télévisuelle*, Armand Colin, Paris, 1998
- Lupia, A., McCubbins M.D., Popkin, S.L. (dir.), *Elements of Reason. Cognition, Choice, and the Bounds of Rationality*, Cambridge University Press, 2000
- Mayer, N., *Ces Français qui votent Le Pen*, Flammarion, Paris, 2002
- Mayer, N., Perrineau, P., *Les comportements politiques*, Armand Colin, Paris, 1992
- Milton, L., Taber, C., « Three Steps toward a Theory of Motivated Political Reasoning », in *Elements of Reason. Cognition, Choice, and the Bounds of Rationality*, Lupia, A., McCubbins M.D., Popkin, S.L. (dir.), Cambridge University Press, 2000
- Mouchon, J., *La France et la construction de l'Europe : entre déficit démocratique et déficit informationnel in Médiatisation de l'Europe* (sous la direction de Carlos Marletti et Jean Mouchon), Angeli, Milan, 2003
- Nel, N., *Le débat publique télévisé*, Armand Colin, Paris, 1991
- Norris, P., *A Virtuous Circle. Political Communication in Post-Industrial Societies*, Cambridge University Press, 2000
- Rahn, W.M., « Affect as Information: The Role of Public Mood in Political Reasoning », in *Elements of Reason. Cognition, Choice, and the Bounds of Rationality*, Lupia, A., McCubbins M.D., Popkin, S.L. (dir.), Cambridge University Press, 2000
- Simon, H.A., *Models of Thought*, Yale University Press, New Haven CT, 1989
- Sniderman, P.M., « Taking Sides: A Fixed Choice Theory of Political Reasoning », in *Elements of Reason. Cognition, Choice, and the Bounds of Rationality*, Lupia, A., McCubbins M.D., Popkin, S.L. (dir.), Cambridge University Press, 2000

Price, M.E., *Television, the Public Sphere and National Identity*, Oxford University Press, 1995

Scannell, P., *The Broadcast Talk*, Sage Publications, London, 1998

Watt, H., *Voting Behaviour. A Radical Critique*, Leicester University Press, 1996